Consultations entre les partenaires politiques sur la CVR au Burundi

PANA, 04 janvier 2012 Bujumbura, Burundi - Des consultations sur la mise en place d'une Commission nationale pour la vérité et la réconciliation (CVR) au Burundi ont eu lieu, mercredi, entre le deuxième vice-président de la République, Gervais Rufyikiri et certains représentants des partis politiques agrégés dans le pays, a appris la PANA de source officielle à Bujumbura. La réunion intervient au lendemain du message de nouvel an à la Nation du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, qui promettait la mise en place rapide de la CVR, après des consultations tous azimuts. L'opposition extraparlamentaire n'a toutefois pas répondu présente à la rencontre du deuxième vice-président de la République pour des motifs inconnus. On sait seulement que les relations entre le pouvoir et cette partie de la classe politique nationale peinent à revenir à la normale depuis les dernières élections générales controversées de 2010. Une partie de l'opposition avait crié aux "fraudes électorales massives" des municipales avant de se retirer du reste des consultations populaires dont les plus importantes portaient sur la présidentielle et les législatives. La mise en place de la CVR au Burundi reste très attendue, dans un pays qui ignore aujourd'hui encore toute la vérité sur les différents crimes de sang qui ont endeuillé le Burundi depuis son accession à l'indépendance, en 1962. La mise en place de cette commission a été convenue entre les signataires de l'accord de paix de 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation nationale. La commission doit recueillir des témoignages et proposer des sanctions à l'encontre des auteurs avérés des différents crimes de guerre, de génocide et contre l'humanité qui ont eu lieu à ce jour dans le pays. Le burundais doit encore consulter d'autres acteurs non-étatiques directement intéressés par les questions de justice transitionnelle avant la mise en place effective de la CVR, comme ceux de la Société civile et des confessions religieuses, avait promis le président Nkurunziza, dans son message à la nation.